

Bonjour,

Nous sommes **des citoyens** du Pays Basque situé au sud-ouest de l'hexagone confrontés à un projet de LGV.

Nous citoyens, nous avons du nous transformer en experts ferroviaires pour affirmer que la ligne existante, utilisée à un tiers de sa capacité pouvait être modernisée sans la destruction massive et coûteuse qu'engendre une LGV. Et les experts suisses choisis et payés par la commission nationale du débat public nous ont donné raison. **Et pourtant l'option de la ligne nouvelle a été choisie.**

Nous citoyens, nous avons du dénoncer que les chiffres et estimations présentés dans le projet étaient faux et destinés à faire croire que la ligne actuelle serait rapidement saturée. En 2014 nous avons obtenu qu'on reconnaisse publiquement et par écrit que les trains de voyageurs avaient été comptés deux fois et que les centaines de trains de marchandises qui devaient saturer la ligne n'étaient pas au rendez-vous. Il n'en passe que 6,5 par sens et par jour en moyenne. **Et pourtant le projet continue.**

Nous citoyens, nous avons du mobiliser, à quatre reprises, plus de 15 000 personnes derrière 130 tracteurs. Plus de 15 000 personnes dans un bassin de vie de 300 000 habitants ! **Et pourtant le projet continue.**

Nous citoyens, nous avons du organiser des référendums dans chaque village traversé couplés aux scrutins municipaux, cantonaux ou régionaux. Et avec une participation équivalente aux scrutins officiels, nous avons obtenu une moyenne de 92% d'opposants au projet. **Et pourtant le projet continue.**

Nous citoyens, avons participé aux soi disant « concertations » officielles pour obtenir comme lors de la troisième consultation un véritable plébiscite contre le projet : sur la totalité des 6601 avis, 90 % se prononcent pour l'aménagement des voies existantes. **Et pourtant le projet continue.**

Nous citoyens, nous avons participé activement à l'enquête publique Bordeaux Toulouse et Bordeaux-Dax. Et pour la première fois en France, en reprenant la quasi-totalité de nos arguments les commissaires enquêteurs ont donné un avis défavorable sur un projet de LGV.

Une enquête publique aux conclusions accablantes: gain de temps « peu probant » sur Bordeaux-Dax, « impacts sur l'environnement insuffisamment pris en compte », « rentabilité socio-économique insuffisante », « financement public incertain », « faible acceptabilité sociale », « alternatives à la grande vitesse insuffisamment explorées avec précision et réalisme » ?

Comment prouver l'intérêt économique d'un projet jugé par les enquêteurs « modeste au plan régional et faible au plan national » et « peu pertinent compte tenu de la hauteur de l'investissement et du service supposé » ?

Et pourtant l'Etat a signé la Déclaration d'Utilité Publique du projet. Et l'Europe emboitant le pas à l'Etat français, c'est par dizaines de milliers que se comptent ceux qui ne font plus confiance à cette Europe.

Oui chaque fois, l'Etat et les décideurs ont bafoué l'avis des populations majoritairement hostiles au projet. Ils sont passés outre en imposant à chaque étape un projet inutile, destructeur et ruineux. Le jugement du tribunal permanent des peuples légitimise notre résistance et nous renforce dans notre détermination.

Il donne raison à notre longue lutte. Espérons qu'il pèsera suffisamment pour éviter que la criminalisation et la militarisation de la répression ne conduisent à un nouveau drame comme à Sivens, un 26 octobre, avec la mort de Rémy Fraisse.